Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: - (2007)

Heft: 1

Artikel: Ayatollahs atomiques? : Analyse de la crise sur le programme nucléaire iranien

Autor: Goodarzi, Jubin M.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346673

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

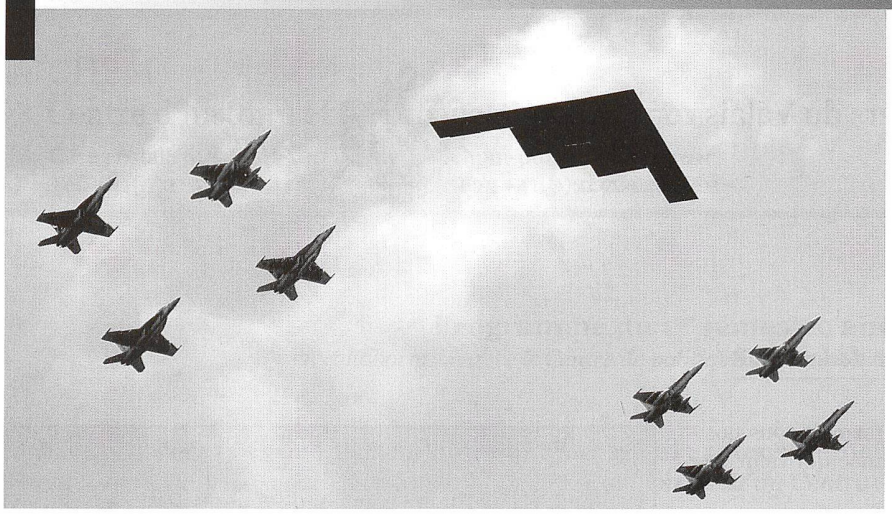
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Ayatollahs atomiques?

Analyse de la crise sur le programme nucléaire iranien *

Dr Jubin M. Goodarzi *

La signature le 23 décembre dernier de la Résolution 1737 par le Conseil de sécurité des Nations Unies impose un embargo à la vente des matériaux et d'équipement nucléaire pouvant être utilisés à des fins militaires à l'Iran. Cette résolution représente un tournant après trois ans de disputes sur la nature et les buts du programme nucléaire iranien.

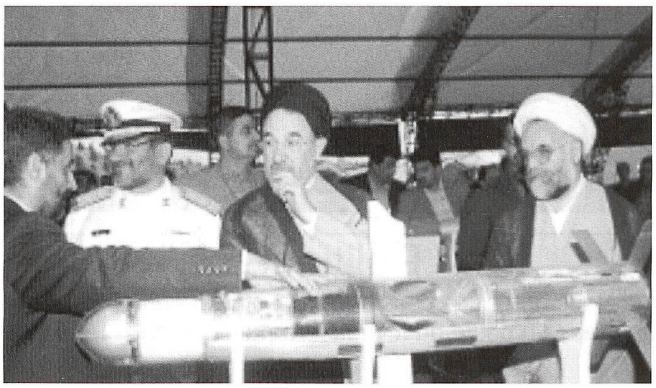
En juillet, le Conseil de sécurité avait adopté la Résolution 1696, réclamant que l'Iran interrompe l'enrichissement et le retraitement d'uranium sous trente jours - demande rejetée par Téhéran. Depuis 2003, les Etats-Unis ont poussé la communauté internationale à tenter d'empêcher ce qui est présenté comme une tentative de l'Iran de mettre sur pied un arsenal atomique sous le couvert d'un programme nucléaire civil. Plusieurs officiels américains ont mené un lobbying intensif dans plusieurs grandes capitales, auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA) et aux Nations Unies, afin d'imposer des sanctions contre l'Iran pour violation du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et pour refus de coopérer pleinement avec l'AIEA.

De son côté, l'Iran a nié ces allégations à plusieurs reprises, faisant valoir que le programme nucléaire était pacifique et que le pays avait besoin du nucléaire pour la production d'énergie domestique, civile. En effet, entre 2003 et 2005, les inspections de l'AIEA ont totalisé 1600 hommes/jours sur les divers sites nucléaires iraniens. L'agence a publié 9 rapports détaillés, affirmant que Téhéran avait, pendant de nombreuses années, masqué plusieurs aspects de son activité nucléaire; mais dans le même temps, il n'y a pas d'évidence permettant d'affirmer que l'Iran a bien cherché à acquérir un arsenal nucléaire[1].

Une évaluation classifiée du programme nucléaire de l'Iran par la CIA a récemment abouti à des conclusions similaires[2]. Il est à noter qu'avant la décision du comité directeur de l'IAEA de transmettre le cas au Conseil de sécurité des Nations Unies, le département juridique de la même organisation avait conclu qu'il n'existait aucune base légale pour une telle procédure. Ajoutons que, ces dernières années, les médias ont contribué, par leurs généralisations et leurs erreurs, à donner une version extrêmement simpliste d'une situation qui a beaucoup évolué dans le temps. Le débat se cristallise autour de la question de savoir qui a raison: les USA ou l'Iran? La réalité est plus complexe, car il existe des vérités dans les deux camps.

Guerre et dissuasion Iran-Irak

Pour commencer, on peut affirmer sans l'ombre d'un doute que l'Iran a poursuivi un programme secret de développement d'armes nucléaires au cours des années 1980. Mais la priorité et les buts ont évolué, en raison de changements internes dans les années 1990 et sous l'effet d'évènements extérieurs en 2002



et 2003.

Le programme nucléaire de l'Iran remonte à 1957, lors de la signature d'un accord de coopération nucléaire avec les Etats-Unis sous l'initiative « Atomes pour la paix », sous l'égide du président Eisenhower. Le premier réacteur iranien, un prototype de réacteur de 5 mégawatts fourni par les USA, a été mis en place en 1967 au Centre pour la recherche nucléaire de Téhéran (CRNT), dans l'enceinte de l'université. Le gouvernement du Shah a signé le Traité de non-prolifération nucléaire en 1968, puis, en 1974, un accord avec l'AIEA, obligeant l'Iran

1 Shahram Chubin, *Iran's Nuclear Ambitions*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC, 2006, p. 101. Anthony H. Cordesman, *Iranian Nuclear Weapons: The Uncertain Nature of Iran's Nuclear Program*, Center for Strategic and International Studies, Washington DC, 2006, p. 51.

2 Seymour M. Hersh's, « The Next Act », *The New Yorker*, 27 novembre 2006.

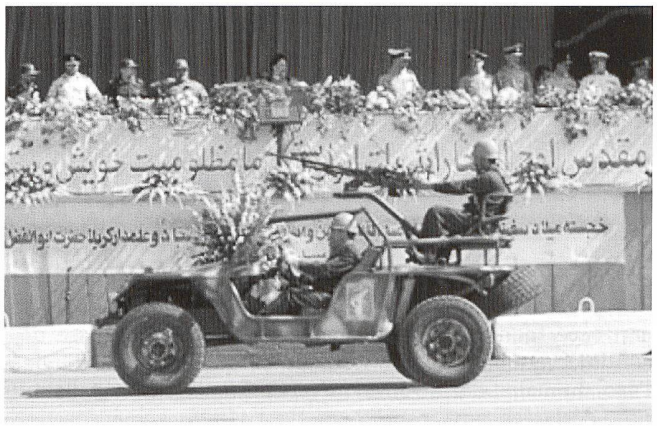
* Professeur de Relations internationales à l'Université Webster. Chercheur associé à l'IUHEI, Genève.
* La rédaction tient à remercier Mlle Janine Kischel pour son aide à la traduction de cet article.

à accepter l'inspection par l'agence atomique de toutes les ressources et matériaux fissibles, afin d'assurer leur utilisation à des fins exclusivement pacifiques. Durant les années 1970, le régime impérial a démarré un programme ambitieux, visant à construire des installations nucléaires et des réacteurs, avec l'aide de l'Allemagne de l'Ouest et de la France. La mesure la

plus importante a été la conclusion d'un contrat de plusieurs milliards de dollars avec la Kraftwerkunion (KWU) pour la construction de deux réacteurs de 1,200 mégawatt à Bushehr, sur la côte du golfe Persique en 1976[3].
Après la chute de la monarchie iranienne durant la révolution islamique de 1979, le nouveau leader, l'ayatollah Ruhollah Khomeini, pensant que l'Iran n'avait pas besoin d'énergie nucléaire, a décrété que tous les projets et contrats pour la construction des centrales atomiques initiée par le régime du Shah devaient être annulés. Ainsi, après avoir dépensé plus de 3 milliards de dollars ou 5,8 milliards de Deutsche Marks sur ce projet, la construction des deux réacteurs de Busher est stoppée[4].

Pourtant au milieu des années 1980, en plein conflit contre l'Irak, le gouvernement commence à reconsidérer sa position sur la technologie nucléaire et ses bénéfices civils et militaires. Le conflit débute avec l'invasion de l'Iran par Saddam Hussein et le bombardement des villes iraniennes en 1980. Des missiles *Scud*-B et *Frog*-7 sont tirés contre des centres urbains à partir de 1982. Saddam Hussein tente d'élargir le conflit à toute la région, en s'attaquant à la navigation maritime dans le golfe. Enfin, en 1984, des armes chimiques sont employées contre les troupes iraniennes. Le gouvernement iranien réagit vivement sur ce dernier point car, malgré l'envoi d'experts suisses, suédois, espagnols et autrichiens concluant que Bagdad a engagé des armes de destruction massive à plusieurs reprises entre 1984 et 1988, le Conseil de sécurité refuse de condamner ouvertement l'Irak.

Les révolutionnaires iraniens sont donc arrivés à la conclusion qu'un outil de dissuasion nucléaire permettrait d'éviter de dépasser certains seuils de conflit. Si le bombardement du réacteur d'Osiraq par l'aviation israélienne en 1981 avait permis de retarder les travaux nucléaires irakiens de quelques années, il ne faisait alors aucun doute que Saddam Hussein était



toujours déterminé à acquérir la bombe. Ainsi, en 1985, l'Iran a pris les premières mesures pour redémarrer ses programmes nucléaires, en tentant de faire revenir les scientifiques et les techniciens nucléaires qui avaient quitté le pays après la chute du Shah, afin d'entreprendre la construction d'une centrifugeuse pour l'enrichissement d'uranium. En 1986, le père de la bombe atomique du Pakistan, A. Q. Khan, rend sa première visite à l'Iran et fournit à cette occasion des plans et des pièces permettant la réalisation d'une centrifugeuse à Téhéran l'année suivante, en 1987. Les travaux de recherche et de développement indigènes débutent en 1988. Pourtant, les preuves montrent qu'il ne s'agissait pas d'un programme élaboré à la hâte pour acquérir la technologie nucléaire et construire la bombe, mais bien d'un programme s'inscrivant dans la longue durée.

Malgré la défaite de l'Irak en 1991 et le régime d'inspections imposé à Bagdad par le Conseil de sécurité au travers de la Commission spéciale des Nations Unies (UNSCOM), de nombreux doutes ont persisté pendant les années 1990 sur l'efficacité de l'UNSCOM et le démantèlement du potentiel nucléaire irakien. Dans la perspective iranienne, la survie du régime de Saddam Hussein constituait un danger majeur pour sa sécurité et justifiait ainsi l'élaboration de programmes d'armes de destruction massive. La révélation par l'UNSCOM selon laquelle, avant le conflit de 1991, il ne manquait plus que six à dix-huit mois avant que l'Irak ne soit en mesure de construire une arme nucléaire a jeté l'effroi. Durant les années 1990, sous la présidence d'Ali Akbar Hashemi-Rafsanjani (1989-1997), Téhéran a réalisé l'importance d'un programme nucléaire civil, pour faire face à ses besoins en énergie à long terme, à la désorganisation de son secteur pétrolier et gazier après des années de guerre, pour compenser les sanctions et la hausse de la consommation domestique, elle-même liée au développement économique et à l'accroissement démographique[5].
L'année 1995 voit la signature d'un accord de 800 milliards de dollars avec la Russie pour la construction du réacteur de Bushehr, qui avait été abandonné après la révolution. Durant les années 1990, Téhéran a placé l'accent sur le développement d'un programme nucléaire civil, transparent, et sur un programme

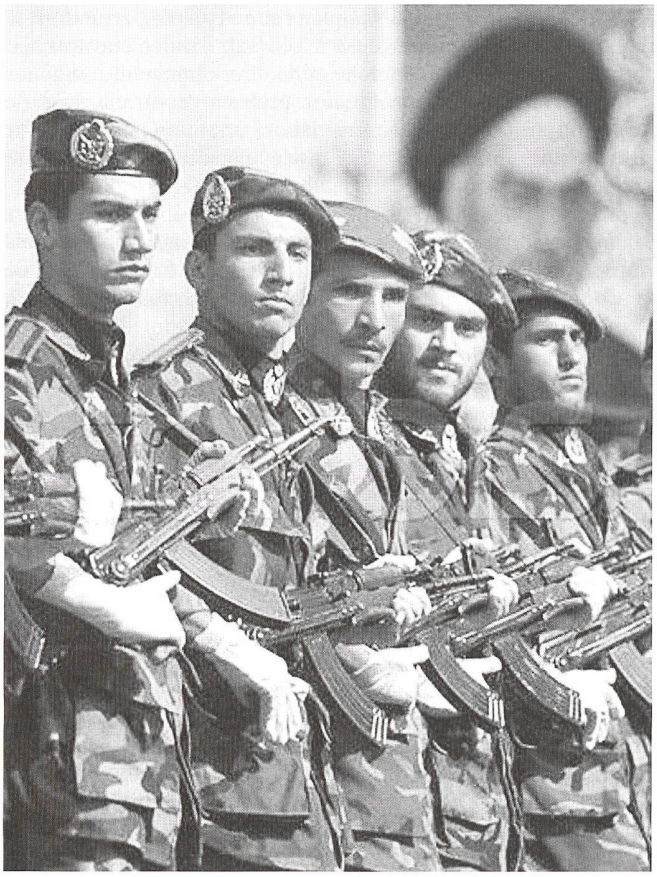
3 Gary Samore (éd.), *Iran's Strategic Weapons Programmes: A Net Assessment*, The International Institute for Strategic Studies, London, 2005, p. 11.
4 Kenneth R. Timmerman, *Countdown to Crisis: The Coming Nuclear Showdown with Iran*, Crown Forum, New York, 2005, p. 35.
5 L'Iran est le second producteur de pétrole de l'OPEP, extrayant 3,7 millions de barils par jour. 40% sont consommés dans le pays. La demande interne croît de 7% annuellement. Cette tendance est encore plus marquée dans le secteur du gaz naturel. David Isenberg, « The Fuel Behind Iran's Nuclear Drive », *The Asia Times*, 24 août 2005.

militaire secret. Le but était alors de disposer d'une dissuasion contre l'Irak, au cas où les sanctions des Nations Unies seraient abolies et où Saddam Hussein reprendrait son développement d'armes atomiques. Pendant cette période, l'Iran s'est engagé dans les activités liées à la conversion, au retraitement et à l'enrichissement d'uranium. Au début des années 1990, des rapports ont annoncé que l'Iran avait fabriqué du matériel fissile permettant de réaliser plusieurs armes atomiques, et qu'un certain nombre d'ogives nucléaires avait été acquis auprès de l'ancienne république soviétique du Kazakhstan. Ces informations n'ont jamais pu être confirmées.

Crise internationale

La crise actuelle débute à la fin de 2002. En août de la même année, l'opposition iranienne basée en Irak, l'Organisation Mujahedin Khalq (OMK), révèle lors d'une conférence de presse à Washington D.C. que l'Iran est en train de construire une installation d'enrichissement d'uranium à Natanz et une centrale de production d'eau lourde près d'Arak, sans que l'AIEA ne soit au courant. Ceci se déroule sur fond de controverse autour des programmes d'armes de destruction massive irakiennes car, à ce moment, l'administration américaine prépare déjà son intervention militaire. L'Iran, bien que faisant partie de « l'axe du mal », décide de coopérer et d'ouvrir ses installations non déclarées aux inspecteurs de l'AIEA[6]. Les inspections commencent en février 2003, un mois avant le début de l'opération « Iraqi Freedom ».

La victoire rapide des Américains et la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003 ont deux effets sur la poursuite du programme nucléaire secret en Iran.
L'intervention américaine a éliminé du jour au lendemain la menace principale à la sécurité iranienne. La justification principale de l'acquisition d'une arme nucléaire devient alors caduque. En revanche, la rapidité de l'opération américaine en Irak a convaincu le gouvernement islamique de Téhéran qu'il était la prochaine cible. Ce dernier redouble donc d'efforts pour collaborer avec l'AIEA, afin de ne pas fournir à Washington de casus belli.



N'oublions pas que dans le sillage de la victoire rapide en Irak, l'administration Bush a été portée par un sentiment d'ivresse: un slogan populaire à Washington laissait entendre que «tout le monde veut aller à Bagdad, mais les vrais hommes veulent aller à Téhéran. » Ainsi, l'Iran accentue sa coopération avec l'AIEA à travers la signature d'un protocole supplémentaire en décembre 2003, permettant une inspection renforcée des sites nucléaires iraniens. En 2003-2004, l'Iran dissout le complexe militaire de Lavizan, près de Téhéran, où des essais ayant recours à des technologies duales auraient été effectués. Egalement sis dans la capitale, l'ouvrage Kalaye Electric, où des activités d'enrichissement avaient été entreprises, est remodelé afin de dissimuler des éléments embarrassants[7].

A ce stade, le régime iranien ouvre un dialogue politique avec l'UE3 - la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne – trois Etats empressés de trouver une solution diplomatique à la crise, ôtant à l'administration Bush toute excuse pour mener sa troisième guerre en moins de deux ans, cette fois avec des conséquences graves, pouvant déstabiliser la majeure partie du Moyen-Orient.

Pourtant, le gouvernement iranien commet deux erreurs, qui empêchent la résolution de la crise. Tout d'abord, dès le début, il nie avoir jamais eu un programme nucléaire militaire secret – fournissant ainsi à ses détracteurs des arguments devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. Deuxièmement, le dialogue avec l'UE3 et les accords subséquents d'octobre 2003 et novembre 2004 sont de nature politique et non juridique. L'article IV du TNP autorise l'Iran à contrôler le cycle nucléaire du combustible, à savoir la conversion et l'enrichissement d'uranium, pour fabriquer le combustible des réacteurs nucléaires civils. Dans le cadre des accords avec l'UE3, l'Iran accepte cependant de suspendre ces activités pendant vingt mois, en échange d'une promesse d'aides économiques européennes. Les motifs de l'Iran pour conclure les deux accords avec l'UE3 comprennent trois aspects: raffermir les relations politiques et économiques avec l'UE, empêcher l'administration Bush de rallier l'UE à sa tentative d'isoler l'Iran, et enfin soutenir la croissance et la prospérité économique du pays. En échange de sa coopération au problème nucléaire, l'UE3 s'engage à soutenir

6 Juridiquement, dans le cadre de l'accord de 1974, l'Iran n'était pas tenu de notifier à l'AIEA l'existence du complexe de Natanz jusqu'à cent huitante jours avant l'introduction de matières fissiles dans l'installation. Gary Samore (éd.), *Iran's Strategic Weapons Programmes: A Net Assessment*, The International Institute for Strategic Studies, London, 2005, p. 16.

7 Gary Samore (éd.), *Iran's Strategic Weapons Programmes: A Net Assessment*, The International Institute for Strategic Studies, London, 2005, p. 46 et 52.

la tentative de Téhéran de devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à vendre une demi-douzaine d'avions civils Airbus à l'Iran et à conclure des accords de commerce bilatéral et des accords sur la coopération nucléaire. Pourtant, en réalité, le paquet d'aides européennes n'est pas aussi généreux que les médias l'ont laissé entendre. En plus, ce paquet dépend pour une large part du bon vouloir américain. Washington peut ainsi, à chaque instant, opposer son veto dans le cadre de la procédure d'adhésion à l'OMC. De plus, l'UE3 est contrainte d'informer Téhéran que la vente d'Airbus est bloquée - les moteurs étant fabriqués par des entreprises américaines. En outre, l'UE étant déjà le plus grand partenaire commercial de l'Iran, les éventuels avantages économiques et commerciaux auraient dû être de taille. En échange de l'aide économique et du transfert de technologie nucléaire, l'UE va jusqu'à exiger que l'Iran abandonne définitivement son droit à contrôler le cycle du combustible nucléaire. Finalement, les Iraniens réalisent que leur gain est minime. Comme l'a avoué en privé un officiel de l'UE à Bruxelles : « Le paquet était une boîte de chocolats vide »[8]. Durant toute la procédure, l'administration Bush a aussi exercé une discrète mais considérable influence, à la fois directe et indirecte.

En deux ans de négociations (2003–2005), les positions des Etats-Unis et de l'UE se sont rapprochées. La situation en Irak commençant à dégénérer et à préoccuper Washington, la perspective d'une attaque militaire américaine sur l'Iran reculait. Par conséquent, l'UE3 se sentait de moins en moins contrainte d'arriver à une solution diplomatique confectionnée à la hâte. Dès lors, leur position vis-à-vis de l'Iran s'est progressivement durcie. De plus, Washington a réalisé que l'option militaire était de moins en moins réaliste. Ses forces étaient déjà déployées en Irak et en Afghanistan, deux théâtres dans lesquels l'Iran était en mesure de perturber la situation.
Washington a donc permis à l'UE3 de poursuivre sa démarche politique, malgré un certain scepticisme quant à ses chances d'atteindre l'objectif final, à savoir la fin du programme nucléaire iranien. Toutefois, l'administration Bush croit alors qu'en soutenant la diplomatie européenne, au cas où les discussions avec Téhéran échoueraient -comme on pouvait s'y attendre- il serait possible d'en faire porter la faute à l'Iran, gagnant ainsi le soutien de l'opinion publique, afin de soumettre le problème au Conseil de sécurité et d'imposer des sanctions supplémentaires. L'administration Bush s'est assurée que le paquet de l'UE offert à l'Iran serait refusé par Téhéran, grâce au blocage de la vente des Airbus.

8 Pepe Escobar, « Iran Knocks Europe Out », The Asia Times, 7 septembre 2005.

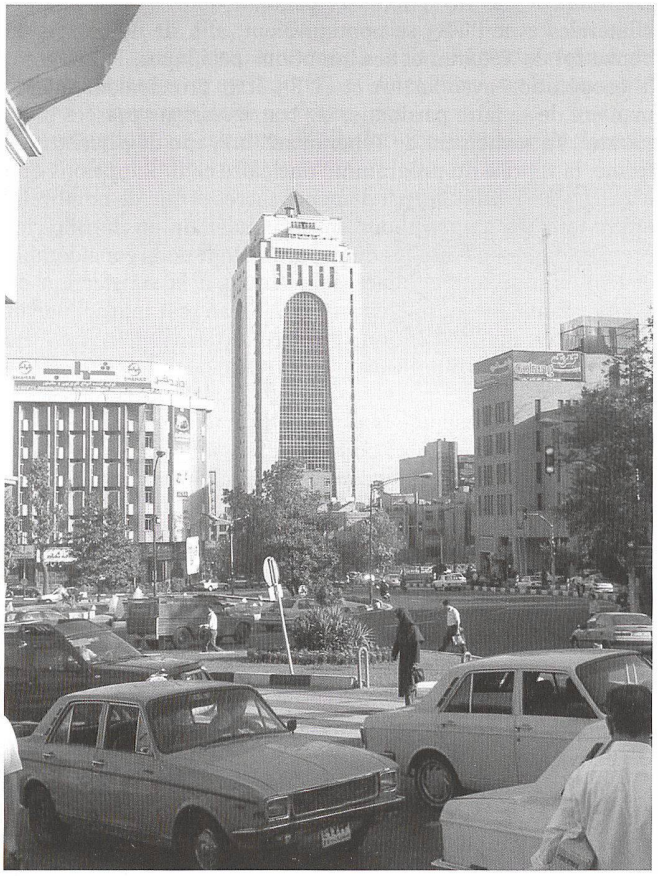
Soulignons que les visions de l'Iran et de l'UE3, quant à la suspension temporaire de l'enrichissement et du traitement d'uranium, ont été perçues de façon fort différente. L'UE3 a considéré l'accord iranien sur la suspension temporaire

comme un premier pas vers la cessation définitive des activités du cycle combustible domestique, en échange de la garantie d'approvisionnement en combustible nucléaire en provenance de l'UE. L'Iran, au contraire, a vu cette suspension comme une mesure à court terme, visant à rétablir la confiance, pendant que les inspecteurs de l'AIEA enquêtaient sur les sites nucléaires et examinaient des documents et pendant que les négociations bilatérales avec l'UE3 se poursuivaient, afin de démontrer la bonne foi de Téhéran et ses intentions pacifiques. Pour l'Iran, la coopération avec l'AIEA et l'UE3 était principalement une manière de se faire pardonner les transgressions passées et de montrer l'attachement de Téhéran au TNP, afin de permettre, à terme, la reprise du programme nucléaire civil. Rappelons que le programme militaire est demeuré secret et que de nombreux efforts ont été réalisés pour en dissimuler ou en détruire les preuves. Le fossé entre les deux parties était donc considérable et les discussions politiques échouèrent, à la satisfaction de Washington. En dernière analyse, l'Iran est partiellement responsable de la situation, mais cette dernière a aussi été manipulée par les Etats-Unis.

Ce qui précède pose une question fondamentale: le fond de la dispute entre l'Iran et les Etats-Unis et ses alliés est-il de nature politique ou juridique? A ce jour, d'un point de vue juridique, les preuves disponibles rassemblées après plus de trois ans d'inspections par l'AIEA montrent que l'Iran, en dissimulant certains aspects de son programme nucléaire, a violé l'esprit du TNP, mais pas la lettre de l'accord. Plus spécifiquement, selon le directeur général de l'AIEA, Mohammad El-Baradei, il n'y a aucune preuve que l'Iran ait détourné des matériaux nucléaires pour la réalisation ou l'emploi d'armes de destruction massive. Les fautes relevées portent davantage sur l'accord de garanties de 1974 et ne constituent pas, en soi, une violation du TNP[9].
Objectivement, la coopération et la confiance entre les deux parties restent possibles. Cependant, les Etats-Unis et l'UE argumentent qu'en dissimulant des preuves pendant plusieurs années l'Iran a abandonné les droits qui lui étaient conférés par le TNP. Le gouvernement iranien insiste sur son droit d'enrichir de l'uranium et affirme que toutes ses activités nucléaires ont maintenant lieu sous la surveillance de l'AIEA. Tout ceci se résume à une question de confiance. Les Etats-Unis et l'UE n'ayant pas confiance dans les intentions du gouvernement islamique de Téhéran, ils ont conclu que ce dernier devait être contenu, malgré les développements et les concessions récentes de la part de l'Iran.

9 En novembre de l'année précédente, le directeur général de l'AIEA, El-Baradei, a réitéré dans un nouveau rapport qu'il n'y avait aucune preuve de détournement de matériel nucléaire à des fins militaires. Shahram Chubin, Iran's Nuclear Ambitions, Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC, 2006, p. 96.

En août 2005, un jury de scientifiques de l'AIEA a conclu que certaines traces d'uranium hautement enrichi -apte à la réalisation d'armes- trouvées dans deux installations en 2003, provenaient en réalité d'équipements contaminés importés de Russie et du Pakistan, ainsi que l'avait toujours clamé Téhéran. De plus, en septembre 2005, les médias occidentaux ont minimisé ou omis d'évoquer la proposition iranienne préconisant une participation d'entreprises privées et publiques étrangères dans la production de combustible nucléaire, afin de garantir son utilisation à des fins exclusivement civiles. Cette proposition demandait également une présence et une surveillance renforcées de l'AIEA sur les sites nucléaires iraniens. En janvier 2006, l'UE a fermement refusé une proposition iranienne pour une suspension de deux ans des activités d'enrichissement d'uranium, en échange de garanties de fourniture de combustible nucléaire à l'Iran. En avril encore, les Etats-Unis et l'UE ont refusé une autre offre iranienne pour l'établissement d'un consortium international, destiné à surveiller et contrôler la production de combustible nucléaire en Iran. Celle-ci était fondée sur une proposition de deux experts occidentaux, Geof Forden et John Thomson, publiée dans le *Financial Times* et *Jane's Defence Weekly*. Malheureusement, entre-temps, la situation s'est polarisée. Et peu après l'adoption par le Conseil de sécurité de la Résolution 1737, le Parlement iranien *(majles)* et quelques politiciens ont désormais demandé la rupture avec l'AIEA et l'abandon du TNP.



La situation peut évoluer de différentes manières, mais deux éléments sont d'ores et déjà certains. Tout d'abord, les deux parties sont responsables de l'enlisement de la situation. L'Iran a manqué de transparence au sujet de ses activités passées et de ses intentions, alors que les motivations des actions des Etats-Unis et de leurs alliés étaient souvent - voire presque toujours - politiques. Ensuite, il paraît improbable que la crise puisse être résolue dans un avenir proche. Selon les termes de la Résolution 1737, l'AIEA doit soumettre un nouveau rapport dans les soixante jours, afin de mettre à niveau les connaissances sur les activités nucléaires iraniennes.

Le simple fait que l'Iran continue à enrichir de l'uranium à bas niveau, sous les yeux des inspecteurs de l'AIEA, va sans doute être utilisé comme prétexte par Washington et ses alliés pour imposer des sanctions encore plus strictes contre l'Iran, voire pour légitimer une action militaire. Dans cette optique, l'envoi par Washington d'un second groupe aéronaval dans le golfe

Persique est une mesure d'intimidation envers Téhéran.

En même temps, le fait que l'administration Bush a déclaré à de nombreuses reprises depuis 2003 que l'Iran poursuivait le développement d'armes nucléaires n'est pas sans effet sur l'opinion publique américaine. De récents sondages montrent que la plupart des Américains croient ces déclarations et soutiendraient une action militaire. Cela signifie que Washington n'a pas besoin de se préoccuper d'une réaction de son opinion publique au cas où des frappes seraient amorcées, même si les conséquences de telles frappes pouvaient être néfastes pour toute la région. En Iran, la majorité de la population est convaincue de son droit à l'énergie nucléaire civile et indépendante. En cela,

elle soutient la politique nucléaire de son gouvernement.

Le prolongement, l'extension de la crise ou le déclenchement d'hostilités pourraient rassembler la majorité de l'opinion autour du gouvernement iranien. La population est en effet convaincue que les Etats-Unis et leurs alliés ne sont pas motivés par des questions de liberté ou de démocratie, mais appliquent une politique de deux poids deux mesures, vis-à-vis de l'Iran d'une part et vis-à-vis de l'Inde, du Pakistan ou d'Israël d'autre part. Cependant, si le coût de la politique de Téhéran devient trop élevé, ce qui pourrait signifier des sanctions plus sévères ou une confrontation militaire de grande échelle avec les Etats-Unis, ce soutien de l'opinion pourrait s'évaporer rapidement.